

POLITIQUE

HERMAN VAN ROMPUY, PREMIER PRÉSIDENT DE L'EUROPE

Après être devenu de manière plutôt inattendue Premier ministre de Belgique à la fin de 2008¹, Herman Van Rompuy (° 1947) est parti en autocar, la nuit, pour des vacances de ski en Autriche. Il soulignait qu'il n'était pas dans ses intentions de commencer du jour au lendemain à mener une vie luxueuse. Quelques jours auparavant, il exerçait encore la fonction de président de la Chambre des représentants de Belgique, point d'orgue par excellence pour terminer sereinement une longue carrière politique.

L'été dernier, il s'envolait pour un voyage plus lointain, en Australie, en classe économique. Van Rompuy, manifestement, préfère adopter un profil modeste. Dans une interview il a même dit en passant qu'il n'osait toujours pas s'adresser à la chancelière allemande Merkel en l'appelant par son prénom Angela. «Je n'y arrive pas», disait-il. «Je suis trop timide pour cela.»

Rustige vastheid, tranquille assurance, telle est la devise - empruntée à un vers de la poétesse néerlandaise Henriette Roland Holst (1869-1952) - de ce démocrate-chrétien flamand. Elle figure également sur la façade de sa maison dans la commune de Rhode-Saint-Genèse, au sud de Bruxelles, tout près de la frontière linguistique. C'est à contrecœur que les Belges francophones le voyaient prendre le chemin de l'Europe. En sa qualité de Premier ministre, Herman Van Rompuy avait su ramener le calme en Belgique après que celle-ci venait de traverser en 2007 et 2008 la crise politique la plus longue depuis sa naissance².

Depuis le 1^{er} janvier 2010, Van Rompuy est chargé d'une nouvelle mission: celle de «président de l'Europe» (officiellement: président permanent du Conseil européen), le premier de l'histoire. Qu'il ait ou non beaucoup d'idées sur l'Europe n'était pas clair au moment de son entrée en fonction. Au cours des semaines précédant sa nomination circulait uniquement une ancienne déclaration sur la Turquie. En 2004, il avait en effet déclaré à la Chambre des représentants de

Belgique «que les valeurs universelles qui prévalent en Europe, et qui sont également fondamentales dans la doctrine chrétienne, s'estomperont à la suite de l'adhésion d'un important pays islamique tel que la Turquie». Tout de suite après avoir été nommé «président de l'Europe», Van Rompuy a rappelé que sa vie politique s'était toujours déroulée sous le signe de la compréhension réciproque. Et qu'il poursuivrait dans cette voie. En tant que Belge, Van Rompuy est aussi parfaitement conscient de l'importance que jouent les langues en Europe. Il passait sans difficulté de l'anglais au français. Et il ajoutait, en néerlandais, que, les derniers temps, on avait beaucoup discuté du profil exact qu'était supposé avoir le premier président. En fait, il n'y en avait qu'un seul: «celui du dialogue, de l'unité et de l'action».

Van Rompuy est un catholique croyant et appartient à l'aile conservatrice du parti démocrate-chrétien flamand CD&V. Un jour, il a figuré avec son frère Eric, également homme politique, sur la couverture de l'hebdomadaire flamand *Humo*, pourtant peu suspect de catholicisme, sous le titre «La conscience de la Flandre». Il est pour une large part passé à côté des années 1960, reconnaît-il dans des interviews. Il est certes allé voir avec son frère le film *Woodstock*, enregistrement du fameux concert en 1969, mais il a bien dû

constater que ce n'était pas là son monde à lui. Aux *Beatles* et aux *Rolling Stones* il préférait Leonard Cohen. Toutefois, il serait erroné de voir en Van Rompuy un conservateur invétéré. Lorsque l'actuel chef de file homosexuel des socialistes francophones belges Elio di Rupo fut injustement accusé de pédophilie, il y a des années, Van Rompuy a sans la moindre hésitation pris sa défense.

Le père de Van Rompuy était professeur d'économie. Lui-même a fait des études de philosophie et d'économie, ce qui s'est avéré très utile lorsqu'il fut pendant des années le ministre belge du Budget. C'est dans cette fonction qu'à la fin du siècle dernier il a pris les mesures indispensables pour que son pays puisse faire partie de la zone euro, accomplissant ainsi une mission qui était considérée comme pratiquement irréalisable. Précédemment il avait déjà failli devenir Premier ministre de Belgique. En 1994, en effet, Jean-Luc Dehaene, Premier ministre à l'époque, semblait avoir une chance de devenir le président de la Commission européenne. Dans ce cas, Van Rompuy aurait dû lui succéder. Mais en fin de compte Dehaene n'obtint pas cette fonction.

Que Van Rompuy se soit vu confier récemment une fonction de premier plan au niveau européen est qualifié par nombre de commentateurs politiques de particulièrement pénible pour



Herman Van Rompuy et Catherine Ashton, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, se congratulent.

Guy Verhofstadt, cet autre ancien Premier ministre belge qui a failli devenir président de la Commission³. Van Rompuy semble pour ainsi dire l'opposé de Verhofstadt, le toujours optimiste libéral flamand débordant d'idées grandioses sur l'Europe. Van Rompuy, pour sa part, aime écrire de tout petits poèmes, des haïkus. À ses yeux, un optimiste est «un pessimiste mal informé».

Au poste de Premier ministre belge, Van Rompuy a rapidement été remplacé par un autre membre de son parti, qui avait déjà été son prédécesseur à ce poste: Yves Leterme. Celui-ci avait dû démissionner à la fin de 2008 pour cause de suspicion de tentative d'influencer le pouvoir judiciaire dans un dossier concernant la reprise de la banque *Fortis* par BNP Paribas. Des enquêtes parlementaires et judiciaires n'ont apporté aucune preuve que Leterme se serait rendu coupable d'initiatives illicites. Les francophones, surtout, se montraient encore particulièrement méfiants. Ils n'avaient pas oublié que Leterme avait dit un jour vouloir devenir Premier ministre «pour la Flandre», qu'il avait confondu l'hymne national belge et la *Marseillaise* et qu'il avait laissé entendre - plutôt ironiquement - que des francophones de Bruxelles et des environs semblaient intellectuellement incapables d'apprendre le néerlandais. Quoi qu'il en soit, Van Rompuy lui non plus n'était pas encore parvenu à proposer les contours du modèle susceptible de permettre aux Flamands et aux Wallons de coexister harmonieusement à l'avenir. Il avait certes calmé le jeu dans le pays, mais principalement en demeurant muet pendant quelque temps sur les questions d'ordre communautaire.

JEROEN VAN DER KRIS

(TR. W. DEVOS)

Version actualisée de l'article paru dans le quotidien
NRC Handelsblad du 20 novembre 2009.

Voir le présent numéro, pp. 3-8.

- 1 Voir *Septentrion*, XXXVIII, n° 1, 2009, pp. 87-89.
- 2 Voir *Septentrion*, XXXVI, n° 3, 2007, pp. 88-89, XXXVII, n° 1, 2008, pp. 86-87 et XXXVII, n° 2, 2008, pp. 100-101.
- 3 Voir *Septentrion*, XXXII, n° 4, 2003, pp. 80-83.